

## SOMMAIRE DE LA LETTRE N°163

### Le Coin des Epargnants

- Le tableau financier de la semaine
- Quand les vagues de froid font le beau temps
- Les banques centrales, derniers remparts des dévots du pessimisme

### Si vous étiez absent cette semaine...

- Chine quand l'Empire du Milieu cherche sa voie
- Le FMI broie du noir

### Le Coin de la Conjoncture

- L'Allemagne est-elle devenue coopérative ?
- L'Espagne, entre reprise et incertitudes

### Le Coin des Tendances

- Le digital est-il soluble dans l'emploi ?
- Les Smartphones ont gagné le match contre les ordinateurs
- « Ex-fan des sixties », la démographie à l'heure du papy-boom

### La semaine économique et financière

## LE COIN DES EPARGNANTS

### Le tableau financier de la semaine

	Résultats 22 janv.2016	Evolution Sur la semaine	Résultats 31 décembre 2015
<b>CAC 40</b>	4 336,69	+3,01 %	4 637
<b>Dow Jones</b>	16 093,51	+0,66 %	17 423
<b>Nasdaq</b>	4 591,18	+2,29 %	5007
<b>Daxx Allemand</b>	9 764,88	+2,30 %	10 743
<b>Footsie</b>	5 900,01	+1,65 %	6 242
<b>Euro Stoxx 50</b>	3 023	+2,40 %	3 100
<b>Nikkei</b>	16 958,33	-1,1 %	19 033
<b>Taux de l'OAT France à 10 ans</b>	0,797 %	-0,101	0,993 %
<b>Taux du Bund allemand à 10 ans</b>	0,481 %	-0,008	0,634 %
<b>Taux du Trésor US à 10 ans</b>	2,055 %	-0,022	2,269 %
<b>Cours de l'euro / dollars</b>	1,0795 %	-1,07 %	1,0854
<b>Cours de l'once d'or en dollars</b>	1098,60	+0,88 %	1061
<b>Cours du baril de pétrole Brent en dollars</b>	32,270	+9,56 %	37,570

### Quand les vagues de froid font le beau temps

L'arrivée du froid en Europe et aux Etats-Unis a redonné le moral aux investisseurs. La baisse du thermomètre devrait s'accompagner d'une augmentation de la demande en produits pétroliers et donc d'une hausse du prix du baril. Ce dernier a ainsi refranchi la barre symbolique des 30 dollars après avoir atteint son minima, de ces treize dernières années, à 28 dollars au cours de cette semaine. Mais au-delà des

premiers frimas de l'hiver, le déséquilibre entre offre et demande persiste. La fermeture de gisements aux Etats-Unis est plus lente que prévue. Pour le moment, la chute des cours entraîne une recomposition du marché des producteurs américains avec des concentrations. Le retour de l'Iran sur le marché mais aussi le comportement individualiste de tous les producteurs ne contribuent pas à réduire l'offre. En effet, les pays producteurs tentent de maintenir leurs recettes en inondant le marché de pétrole.

### **Les banques centrales, derniers remparts face aux dévots du pessimisme**

Si l'année 2015 avait commencé sous de bons auspices, le début de 2016 donne lieu à un florilège de prévisions catastrophiques qu'elles soient financières (Patrick Artus, George Soros) ou environnementales (la NASA prévoyant la fin de l'espèce humaine par surexploitation de la planète).

Seules face à la multiplication des menaces, les banques centrales continuent, en 2016 comme elles le font depuis la crise de 2008, d'éteindre les incendies. Il aura suffi d'un signe de la part de Mario Draghi pour que les marchés repartent à la hausse. Le signe se résume à l'annonce d'un éventuel réexamen de la politique monétaire lors de la prochaine réunion de la BCE. Après les mesures décevantes de la fin de l'année 2015, les investisseurs veulent croire que la BCE pourrait surprendre en bien à l'occasion de la prochaine réunion consacrée à la politique monétaire. Le temps des thèses monétaristes en vertu desquelles la politique monétaire se devait être stable, déconnectée de la conjoncture et prévisible semble de plus en plus lointain. L'augmentation de la base monétaire est devenue une planche de salut qui à force pourrait devenir la corde par laquelle l'économie pourrait se pendre.

Le CAC 40 après avoir frôlé la barre des 4000 points (4085 points le 20 janvier dernier) a réussi à gagner 3,01 % sur la semaine grâce à une hausse de 5 points sur les deux derniers jours. Depuis le début de l'année, le CAC est néanmoins en recul de 6,48 %. Sur un an, l'indice parisien est toujours dans le rouge avec une perte de 3,30 %. Les autres places européennes ont terminé également positivement la semaine tout comme New-York.

## **SI VOUS ETIEZ ABSENT CETTE SEMAINE**

### **Chine, quand l'Empire du milieu cherche sa voie**

La croissance de la Chine, en 2015, a été de 6,9 % soit la plus faible de ces vingt-cinq dernières années. La publication des résultats de la croissance de l'année dernière a donné lieu à de nouvelles interrogations sur la fiabilité des statistiques économiques chinoises.

La première interrogation provient de la capacité des autorités chinoises à établir des statistiques fiables moins de trois semaines après la fin de l'année, statistiques qui sont censées refléter l'activité de 1,3 milliard d'habitants. Les pays membres de l'OCDE mettent, en moyenne entre 4 et 6 semaines, pour les réaliser avec, en outre, plusieurs révisions.

Les collectes de données sont effectuées sur des échantillons qui ne sont pas suffisamment représentatifs. De plus, certains secteurs ne sont que partiellement comptabilisés. Pour la vente au détail, seule la restauration serait prise en compte.

Le taux de croissance, en Chine, est éminemment politique. Les pouvoirs publics ont longtemps considéré que le taux de 8 % était le bon taux. De ce fait, afficher un taux trop faible pourrait traduire un échec du Gouvernement à maintenir l'activité. Le ralentissement en cours, au regard des statistiques des importations, de la consommation énergétique et des photographies satellitaires sur les activités portuaires, serait intervenu dès 2014 et de manière plus violente que ce que les statistiques semblent vouloir indiquer. Pour 2015, plusieurs analystes évoquent un taux réel de croissance autour des de 3 %. Une division par deux du taux de croissance chinois n'est pas sans incidence car cela correspond, par exemple, à la production d'une année de la Turquie.

Il y a au moins un consensus sur le fait que la croissance chinoise ralentit. En 2016, en version chiffres officiels, elle pourrait n'être que de 6,3 %. La tertiarisation de l'économie et la moindre croissance des exportations de biens industrielles expliquent cette évolution. La Chine se banalise avec des coûts salariaux en hausse et des gains de productivité moins importants. Les sorties de capitaux sont la conséquence de la réduction de la rentabilité des investissements, des doutes sur la solidité de certains établissements financiers, de la multiplication des délocalisations et des menaces de dévaluation de la monnaie. Les autorités chinoises sont prises entre deux feux, accepter le mouvement de fond ou tenter de sauver un minimum de croissance au prix d'une fuite en avant avec un contrôle des capitaux et une dévaluation du yuan. En 2015, la Banque centrale a perdu 13 % de ses réserves de change qui demeurent néanmoins conséquentes (plus de 3 300 milliards de dollars). Les autorités doivent également suivre la montée en puissance des dettes des entreprises qui représentaient plus de 165 % du PIB à la fin de l'année 2015 contre 100 % du PIB à fin 2008. Pour éviter un blocage financier et afin que les banques puissent prêter à moindres coûts, la Banque centrale a réduit les coefficients de réserves obligatoires qu'elles doivent respecter ainsi que les taux d'intérêt de référence (de 6 à 4,35 %). Une action en faveur de l'investissement des collectivités locales est également prévue.

### **Le FMI et de nombreux experts broient du noir !**

Sur fond de pétrole de plus en plus bon marché, la tendance est au pessimisme au FMI comme à Davos. Les prévisions de croissance sont revues à la baisse. Certains annoncent l'arrivée d'une récession, d'un retournement économique aux Etats-Unis d'autres la survenue d'une crise financière d'une ampleur au moins comparable à celle de 2008/2009.

### **Le FMI a révisé à la baisse ses précédentes prévisions.**

Le FMI prend acte que les pays avancés ne connaîtront qu'une reprise modeste quand les pays émergents et en développement éprouveront des difficultés à rebondir.

En 2016, la croissance mondiale serait de 3,4 % pour le FMI et de 3,6 % en 2017. Ces taux peuvent apparaître encore bien optimistes au vu des résultats de ces derniers mois. Maurice Obstfeld, le conseiller économique et Directeur du Département des études du FMI, reste de toute façon très prudent en soulignant que « l'année qui commence sera marquée par de redoutables défis et les gouvernements devront porter leur attention sur la résilience à court terme et les moyens de la renforcer, sans perdre de vue les perspectives de croissance à plus long terme ».

La croissance des pays avancés devrait atteindre à 2,1 % et se maintenir en 2017, soit un rebond un peu plus timide que celui prévu en octobre 2015. Le FMI reste relativement optimiste pour l'économie américaine qui sera portée par des conditions financières restant globalement accommodantes. La bonne tenue des marchés du logement et du travail constitue un élément positif. Néanmoins, l'organisation internationale a abaissé la croissance des Etats-Unis de 0,2 point tant en 2016 qu'en 2017. Le PIB augmenterait de 2,6 points pour chacune de ces deux années. Elle s'inquiète, en revanche, des difficultés que pourraient entraîner l'appréciation du dollar.

Dans la zone euro, l'augmentation de la consommation privée attribuable à la baisse des prix du pétrole et aux conditions financières accommodantes devrait plus que compenser le fléchissement des exportations. En 2016 et 2017, le taux de croissance serait de 1,7 %. Le FMI a néanmoins abaissé la croissance de la France de 0,2 et 0,1 point respectivement pour 2016 et 2017. La croissance est ainsi ramenée à 1,3 et à 1,5 %. En revanche, l'organisation internationale a relevé la croissance allemande de 0,1 et de 0,2 point l'amenant à 1,7 % tant en 2016 et 2017.

Au Japon, la croissance serait de retour, mais toujours à petite vitesse grâce au pétrole et grâce à la politique monétaire accommodante. Le PIB augmenterait cette année de 1 % et de 0,3 % en 2017.

La situation des pays émergents et des pays en développement ne devrait que faiblement s'améliorer en 2016. La croissance de ces pays qui a été, en 2015, la plus basse enregistrée depuis la crise de 2008-2009, à 4 %, devrait passer à 4,3 % en 2016 et à 4,7 % en 2017.

Ce chiffre global est peu significatif tant les écarts sont importants au sein des pays émergents. Le Brésil devrait toujours être en récession comme la Russie, du moins pour le premier semestre, quand l'Inde devrait devenir la nouvelle référence en matière de croissance.

Le FMI a établi un catalogue des risques qui pourraient remettre en cause ses prévisions. Figurent dans cette longue liste, la poursuite du ralentissement chinois, l'évolution des cours des matières premières et de l'énergie, les taux d'intérêt américains, l'appréciation du dollar, une soudaine poussée de l'aversion pour le risque à l'échelle mondiale – *quel qu'en soit l'élément déclencheur* – pouvant entraîner de nouvelles dépréciations prononcées et éventuellement des tensions financières dans les pays émergents vulnérables et une escalade des tensions

géopolitiques actuelles dans plusieurs régions qui pourrait miner la confiance et perturber le commerce mondial, ainsi que les flux financiers et touristiques.

Le FMI, sans surprise, demande l'engagement de réformes structurelles en particulier par les gouvernements des pays avancés. Il demande l'amélioration de la participation à la population active (Japon, zone euro) et l'augmentation du niveau global d'emploi afin de compenser le vieillissement démographique. Il réclame une réduction du surendettement privé. Il souligne que les pays émergents et en développement doivent réorienter l'activité vers de nouveaux pôles de croissance. Le relèvement de la croissance assurera en outre le maintien d'une convergence vers les niveaux de revenu des pays avancés. Ces pays doivent aussi poursuivre leurs réformes structurelles pour corriger les déficits d'infrastructure, promouvoir un climat des affaires dynamique et propice à l'innovation, et mettre en valeur le capital humain à la faveur de réformes de l'éducation et des marchés du travail et des produits.

<b>Dernières projections du FMI</b>					
L'économie mondiale poursuit sa croissance, mais à un rythme plus lent. (variation en pourcentage)					
	2015	Projections		Différence par rapport aux prévisions des PEM	
		2016	2017	2016	2017
<b>Production mondiale</b>	3,1	3,4	3,6	-0,2	-0,2
<b>Pays avancés</b>	1,9	2,1	2,1	-0,1	-0,1
États-Unis	2,5	2,6	2,6	-0,2	-0,2
Zone euro	1,5	1,7	1,7	0,1	0,0
Allemagne	1,5	1,7	1,7	0,1	0,2
France	1,1	1,3	1,5	-0,2	-0,1
Italie	0,8	1,3	1,2	0,0	0,0
Espagne	3,2	2,7	2,3	0,2	0,1
Japon	0,6	1,0	0,3	0,0	-0,1
Royaume-Uni	2,2	2,2	2,2	0,0	0,0
Canada	1,2	1,7	2,1	0,0	-0,3
Autres pays avancés	2,1	2,4	2,8	-0,3	-0,1
<b>Pays émergents et pays en développement</b>	4,0	4,3	4,7	-0,2	-0,2
Communauté des États indépendants	-2,8	0,0	1,7	-0,5	-0,3
Russie	-3,7	-1,0	1,0	-0,4	0,0
Russie non comprise	-0,7	2,3	3,2	-0,5	-0,8
Pays émergents et en développement d'Asie	6,6	6,3	6,2	-0,1	-0,1
Chine	6,9	6,3	6,0	0,0	0,0
Inde	7,3	7,5	7,5	0,0	0,0
ASEAN-5 <sup>2</sup>	4,7	4,8	5,1	-0,1	-0,2
Pays émergents et en développement d'Europe	3,4	3,1	3,4	0,1	0,0
Amérique latine et Caraïbes	-0,3	-0,3	1,6	-1,1	-0,7
Brésil	-3,8	-3,5	0,0	-2,5	-2,3
Mexique	2,5	2,6	2,9	-0,2	-0,2
Moyen-Orient, Afrique du Nord, Afghanistan et Pakistan	2,5	3,6	3,6	-0,3	-0,5
Arabie saoudite	3,4	1,2	1,9	-1,0	-1,0
Afrique subsaharienne	3,5	4,0	4,7	-0,3	-0,2
Nigéria	3,0	4,1	4,2	-0,2	-0,3
Afrique du Sud	1,3	0,7	1,8	-0,6	-0,3
Pays en développement à faible revenu	4,6	5,6	5,9	-0,2	-0,2

Source : FMI, *Mise à jour des Perspectives de l'économie mondiale*, janvier 2016.  
<sup>1</sup>Différence calculée à partir des chiffres arrondis pour les prévisions actuelles et celles d'octobre 2015.  
<sup>2</sup>Indonésie, Malaisie, Philippines, Thaïlande et Viet Nam.



## LE COIN DE LA CONJONCTURE

### L'Allemagne est-elle devenue coopérative ?

Avec son excédent commercial excessif et sa rigueur budgétaire, l'Allemagne a été depuis la sortie de crise, un élève trop zélé au sein de la classe européenne au point que sa politique a certainement contribué à multiplier les déséquilibres en son sein. Face aux demandes répétées de relance de sa demande intérieure, l'Allemagne a eu tendance à faire la sourde oreille. Mais depuis deux ans, les lignes bougent sur ce terrain. L'arrivée des migrants, un million en 2015, la création du salaire minimum et les hausses salariales, devraient logiquement aboutir à une augmentation de la consommation. Pour le moment, les effets sur le rééquilibrage de la balance commerciale sont lents à se dessiner. En effet, malgré le ralentissement chinois et les difficultés des pays producteurs de pétrole, l'Allemagne devrait dégager, encore une fois, un excédent record. Néanmoins, un infléchissement semble se dessiner avec des exportations qui ne progressent que faiblement, +0,4 % en novembre et des importations qui, en revanche, sont en forte hausse, +1,6 % pour le même mois. Plusieurs résultats soulignent que l'Allemagne est pénalisée par l'atonie du commerce international. En novembre, la production industrielle a légèrement reculé de 0,3 % du fait du secteur manufacturier qui représente 60 % du total. Un rebond est néanmoins attendu pour le mois de décembre.

L'Allemagne est encore loin de devenir un moteur puissant de la zone euro. Sa croissance reste modeste et montre des signes d'essoufflement. Au quatrième trimestre 2015, la croissance aurait été faible. Ce qui est certain c'est qu'il n'y a pas d'accélération de la croissance par rapport au trimestre précédent (+0,3 %).

Mais, il faut souligner que la consommation privée reste bien orientée avec une progression qui a atteint 2 % en termes réels au troisième trimestre ce qui constitue un record depuis près de quinze ans. Ce dynamisme repose sur les gains de pouvoir d'achat générés par la baisse des cours du pétrole et par le dynamisme du marché du travail. Sur les dix premiers mois de l'année 2015, les salaires nominaux ont augmenté de 2,3 %. Ce processus devrait se poursuivre. En effet, au quatrième trimestre, les indices de confiance des consommateurs sont en hausse.

La dépense publique soutient également la croissance. Elle a augmenté au cours du 4<sup>ème</sup> trimestre. Ce mouvement devrait se poursuivre en 2016 en relation avec le financement de la politique d'intégration des réfugiés. Mais, malgré cette contribution positive, le solde des administrations publiques devrait être en excédent pour la deuxième année consécutive, en 2015 à environ 1 % après +0,3 % en 2014. Pour 2016, le ministre des Finances, Wolfgang Schäuble, prévoit un budget à l'équilibre ce devant permettre une contribution positive sur la croissance d'au moins 0,75 point de PIB. Pour l'accueil des réfugiés, 8 milliards d'euros ont été budgétés en 2016, mais, in fine, le montant pourrait atteindre près de 20 milliards d'euros. Après avoir accueilli un million de réfugiés en 2015, l'Allemagne en attend 600 000 supplémentaires en 2016.

La Commission européenne évalue, de son côté, le coût budgétaire de l'accueil des réfugiés à 0,25 point de PIB en 2016 après 0,1 point en 2015 soit un peu moins que

ce que prévoit l'administration allemande. Du fait de cette évaluation, la Commission européenne considère que l'Allemagne dégagera un excédent budgétaire égal à 0,5 % du PIB en 2016. La Commission juge que l'Allemagne n'est que modérément coopérative ne faisant pas le nécessaire pour juguler ses excédents commerciaux excessifs. Du fait de sa politique budgétaire prudente, le ratio d'endettement public qui serait inférieur à 69 % en 2016 après plus de 71% en 2015, devrait poursuivre sa baisse pour redescendre en dessous des 60 % du PIB d'ici 2020.

En 2016, l'Allemagne continuera d'être pénalisée par le ralentissement de la croissance dans les zones émergentes. Les exportations vers la Chine ont déjà chuté de 9 % entre mai et octobre 2015.

Le point noir de l'économie reste l'investissement privé qui ne devrait pas se redresser malgré des taux élevés d'utilisation des capacités de production, 84,4 % au dernier trimestre de l'année dernière. Le poids des incertitudes et le ralentissement des exportations rend prudent les dirigeants d'entreprise.

A 6,3 %, le taux de chômage était en novembre 2015 à son niveau le plus bas depuis la réunification. L'introduction du salaire minimum n'a pas eu d'impact mais son entrée en vigueur est étalée jusqu'en 2017. En 2016, la question centrale sera l'intégration des réfugiés. Sur ce sujet, les confédérations d'employeurs et le Conseil des cinq sages plaident pour que les nouveaux arrivants bénéficient dès le début de leur recherche d'emploi, et pendant douze mois, des mêmes conditions qu'un chômeur allemand de longue durée. Ce dernier peut, en effet, être rémunéré à un salaire inférieur au minimum légal au cours des six premiers mois de son contrat. Par ailleurs, la commission paritaire, en charge de la revalorisation du salaire minimum, doit se réunir mi-2016. La tendance est plutôt au statu quo afin de ne pas instituer une barrière empêchant aux réfugiés de s'insérer professionnellement.

La question des réfugiés risque d'être au cœur du débat politique qui sera marqué par de nombreuses élections régionales sachant que les élections nationales sont programmées en 2017. Angela Merkel qui achève son troisième mandat de Chancelière, est de plus en plus contestée au sein de son parti en raison de sa politique d'accueil des réfugiés et de ses changements de position sur le sujet. Des défaites dans plusieurs Länder en 2016 pourraient entraîner sa mise à l'écart au sein de la CDU en l'empêchant ainsi de se représenter en 2017. Une révolution de palais qui est une pratique courante en Allemagne suppose qu'un successeur se dégage ce qui pour le moment n'est pas le cas.

### **L'Espagne entre reprise et incertitudes**

L'Espagne en ayant pratiqué la dévaluation salariale s'est muée en pays exportateur qui gagne des parts de marché au détriment, en particulier, de la France et de l'Italie. En effet, depuis le second semestre 2014, l'Espagne engrange les bénéfices de sa politique de désinflation salariale et des réformes du marché du travail. Elle profite, par ailleurs, comme les autres pays de la dépréciation de l'euro et de l'allègement de la facture énergétique. Au sein de l'Union, la reprise de la consommation en France et en Allemagne, ses deux principaux marchés d'exportation (respectivement 15,5 % et 10,5 %), a également contribué à fortifier la reprise.



L'Espagne est devenue un redoutable concurrent sur les marchés internationaux. Ainsi, de 2007 à 2015, le poids des exportations est passé de 26 % à près de 33 % du PIB espagnol. Le pays a su réorienter ses échanges extérieurs avec un poids croissant des pays d'Asie. Les exportations vers ce continent représentaient 9,2 % des exportations au troisième trimestre 2015 contre 6,3 % en 2007.

L'investissement a, en 2015, après de longues années de repli, fortement progressé grâce, notamment à la politique monétaire accommodante de la BCE. Cette politique s'est traduite par une forte chute des taux.

La situation des finances publiques s'est sensiblement améliorée. Le déficit public a été ramené de 10,4 % en 2012 à 4,6 % du PIB en 2015.

Avec le ralentissement des pays émergents, l'Espagne pourrait connaître une diminution de sa croissance qui est devenue la plus forte de la zone euro avec celle de l'Irlande. Le PIB qui s'est accru de 3,1 % en 2015 ne pourrait progresser que de 2,2 % cette année, ce qui est nettement plus que la France. Le PIB reste néanmoins inférieur de près de 4,5 % au précédent point haut du deuxième trimestre 2008. L'Espagne est loin d'avoir effacé tous les stigmates de la crise de 2008/2009 et de celle de 2011/2012. Si la situation de l'emploi s'améliore, le taux de chômage reste supérieur de près de 14 points à celui du printemps 2007. Néanmoins, en deux ans, il est passé de 26,2 à 21,6 (d'octobre 2013 à octobre 2015). Même le secteur du bâtiment qui après l'éclatement de la bulle immobilière a perdu 1,8 million d'emplois commence de nouveau à embaucher.

Depuis le mois de décembre, l'Espagne attend la constitution d'un nouveau gouvernement après les élections au Congrès des Députés. Le Premier Ministre sortant, Mariano Rajoy dont le parti, le PPE, dispose du plus grand nombre de députés, a peu de chances d'être reconduit du fait qu'il n'arrive pas à constituer une coalition. En revanche, à gauche, des rapprochements sont en cours. Le PSOE et le PODEMOS pourraient étudier la possibilité de s'associer. Le PODEMOS semble vouloir mettre de côté la question des indépendances régionales. Il demanderait, en contrepartie, la mise en place d'un Etat fédéral. En outre, le Gouvernement indépendantiste catalan se montre assez discret et a indiqué que l'indépendance de la Catalogne n'est pas un sujet de court terme. Cette volte-face a pour objectif d'empêcher la création d'un Gouvernement d'union nationale PSOE/PPE sur le thème de l'unité du pays.

## LE COIN DES TENDANCES

### Le digital est-il soluble dans l'emploi ?

Aujourd'hui, les technologies de l'information et de la communication (TIC) se diffusent au sein de tous les secteurs d'activité. 80 % des métiers auront, selon l'OCDE, d'ici 2030 une composante numérique. La révolution technologique en cours génère des emplois mais en détruit également beaucoup. 47 % des emplois actuellement existants sont susceptibles de disparaître à moyen terme. Tout le défi des prochaines années est de rééquilibrer le plateau en faveur des créations

d'emploi. Une étude du Forum Economique Mondial (WEF) souligne que la mutation technologique pourrait, d'ici 2020, détruire au sein des quinze premières puissances économiques mondiales 7,1 millions d'emplois quand seulement 2 millions seront créés. Les emplois les plus menacés se concentrent dans les services administratifs. En revanche, les métiers de l'informatique, de l'architecture ou de l'ingénierie connaîtraient un important essor. Compte tenu de la faible présence des femmes dans ces professions et de la forte représentation dans les métiers administratifs, elles risquent d'être confrontées à une forte montée du chômage dans les prochaines années.

### **L'Europe en retard**

Dans l'Union européenne (UE), près de 8 millions de personnes étaient employées en 2014 comme spécialistes des technologies de l'information et de la communication (TIC) soit 3,7 % de l'emploi total (source Eurostat). L'Europe reste, même si des progrès ont été constatés depuis 2007, très en retrait par rapport aux Etats-Unis où les TIC représentent plus de 4,5 % des emplois. Il est à noter que ce ratio stagne depuis la crise de 2008 (données Natixis, Datastream).

En 2014, les spécialistes des TIC au sein de l'Union européenne étaient principalement employés au Royaume-Uni (1,49 million de personnes), en Allemagne (1,47 million) ainsi qu'en France (0,91 million). Ces trois États membres totalisaient près de la moitié de l'ensemble des spécialistes des TIC employés dans l'UE en 2014.

En termes relatifs, les pourcentages les plus élevés, en 2014, de spécialistes des TIC dans l'emploi total se situent essentiellement en Europe du Nord, Ainsi, la Finlande arrive en tête (6,7 %) suivie de la Suède (6,0 %), du Luxembourg (5,1 %), de l'Estonie et des Pays-Bas (5,0 % chacun). En revanche, les TIC n'occupent que 1,3 % des actifs en Grèce, 1,9 % en Bulgarie ou en Lituanie et 2 % en Lettonie. La France se trouve légèrement en-dessous de la moyenne avec 3,5 % des emplois dans les TIC.

Par rapport à 2011, le nombre absolu de spécialistes des TIC tout comme leur part dans l'emploi total ont augmenté en 2014 dans la quasi-totalité des États membres, notamment au Portugal, en Allemagne, en Belgique, en Finlande, en France et au Luxembourg. À l'échelle de l'UE, le nombre de spécialistes des TIC a progressé de près de 1,2 million de personnes entre 2011 et 2014 et leur part dans l'emploi total est passée de 3,2 % à 3,7 %. Le taux est passé de 2,8 à 3,5 % en France qui a effectué ainsi un léger rattrapage.

### **Les TIC, des métiers d'hommes**

Pour le moment, les hommes sont surreprésentés dans les TIC. En 2014, 81,9 % des spécialistes des TIC employés au sein de l'Union étaient des hommes. La prédominance masculine se vérifie dans tous les États membres de l'UE, quoique dans des proportions variées. Les parts les plus importantes d'hommes spécialistes des TIC ont été observées au Luxembourg (89,2 %), à Chypre (88,1 %), aux Pays-Bas (87,4 %), au Portugal (86,4 %) et en Italie (86,3 %), tandis que la Bulgarie

(68,2 %), l'Estonie (70,4 %) et la Roumanie (71,1 %) ont enregistré les pourcentages les plus faibles. En France, les femmes ne représentent que 6,6 % des emplois dans les TIC quand leur poids dans la population active est de 48,2 %. Cette sous-représentation s'explique, en partie, par le faible nombre de jeunes femmes qui poursuivent des études d'informatiques ou des études d'ingénieurs.

### **Des métiers de diplômés**

En 2014, 56,5 % des spécialistes des TIC étaient diplômés de l'enseignement supérieur soit un taux bien plus élevé que celui des diplômés au sein de la population active (32,6 %). Le secteur des TIC ayant une forte composante technologique et étant en plein développement attire des diplômés issus de toutes les formations. Les taux les plus élevés de diplômés sont observés en Espagne (77,4 %) en Belgique (72,9 %), en Bulgarie et à Chypre (72,3 % chacun), en Irlande (71,4 %) et au Luxembourg (71,0 %). En revanche, les taux sont les plus faibles en Italie (31,7 %), à Malte (38,5 %), en Slovénie (40,6 %) ou en Slovaquie (41,8 %).

En 2014, la part des diplômés de l'enseignement supérieur était plus importante parmi les spécialistes des TIC que dans l'emploi total dans tous les États membres de l'UE, surtout en Bulgarie, en Espagne, en Croatie, en Grèce et en France. Dans notre pays, en effet, 68,1 % des personnes travaillant dans les TIC sont des diplômés de l'enseignement supérieur quand ces derniers représentent 37,7 % de la population active.

### **Les TIC, une affaire de jeunes**

Les personnes travaillant dans les TIC sont plutôt jeunes. 37,1 % ont moins de 35 ans quand cette catégorie ne représente, au sein de l'Union européenne que 31,1 % de la population active. Cette proportion est assez logique au vu de la nature même des TIC. Parmi les États membres, plus de la moitié des spécialistes des TIC employés avaient moins de 35 ans à Malte (59,8 %), en Lettonie (56,3 %) et en Lituanie (52,0 %). En revanche, les personnes âgées de moins de 35 ans représentaient un peu moins d'un tiers de l'ensemble des spécialistes des TIC employés en Italie (27,0 %), au Danemark (27,7 %), en Suède (30,8 %), en Finlande (31,0 %) ainsi qu'au Luxembourg (32,0 %). En France, 36,7 % des emplois dans les TIC sont occupés par des moins de 35 ans quand ces derniers représentent 31,1 % de la population active.

### **Les entreprises ont du mal à recruter et à trouver les bons profils**

Le secteur des TIC en Europe est en pleine croissance et doit faire face à des goulets d'étranglement en ce qui concerne les recrutements. Ainsi, le pourvoi de postes vacants de spécialistes des TIC est le plus difficile.

En 2014, plus d'une entreprise sur trois ayant recruté ou tenté de recruter du personnel pour des emplois nécessitant des compétences de spécialiste des TIC avaient des postes vacants difficiles à pourvoir, et ce, dans chaque État membre de l'UE, à l'exception de l'Espagne (14 % des entreprises), du Portugal (21 %), de la Bulgarie et de l'Italie (31 % chacune), ainsi que de la Pologne (32 %). Le

pourcentage le plus élevé d'entreprises ayant eu des difficultés à recruter des spécialistes des TIC a été enregistré en République tchèque et au Luxembourg (59 % chacun), suivis de l'Autriche (56 %), des Pays-Bas (53 %), de Malte (52 %), de l'Estonie, de l'Irlande et de la Slovénie (51 % chacune). En France, 42 % des entreprises ont eu des difficultés à pourvoir à des postes exigeant des compétences dans le domaine des TIC, soit un peu plus que la moyenne des entreprises de l'Union européenne (38 %).

### **Le Smartphone a gagné le match contre l'ordinateur**

Le marché de l'équipement informatique est en pleine révolution. Il est arrivé à maturité pour les ordinateurs quand il demeure en expansion pour les Smartphones.

Les livraisons d'ordinateurs, de tablettes et de téléphones devraient s'accroître de 1,9 % en 2016 pour atteindre à l'échelle mondiale 2,4 milliards d'unités. En revanche et c'est une première, les dépenses des utilisateurs devraient baisser selon la société de conseils et de recherche spécialisée dans le domaine des techniques, Gartner, de 0,5 %. La concurrence entre fabricants sur un marché moins dynamique et dans un contexte de guerre des changes provoque cette diminution de valeur.

<b>Livraisons mondiales par type d'appareil, 2015-2018 (en millions d'unité)</b>				
Type d'appareil	2015	2016	2017	2018
PC fixes et portables	246	232	226	219
PC ultramobiles	45	55	74	92
<b>Marché PC</b>	<b>290</b>	<b>287</b>	<b>299</b>	<b>312</b>
Tablettes	196	195	196	198
<b>Marché PC et tablettes</b>	<b>486</b>	<b>482</b>	<b>495</b>	<b>510</b>
Téléphones mobiles	1910	1959	1983	2034
<b>Marché total des appareils</b>	<b>2396</b>	<b>2441</b>	<b>2478</b>	<b>2545</b>

*Détail de l'évolution de la livraison des appareils (PC fixes - mobiles - ultramobiles, tablettes, et téléphones mobiles) 2015-2018. (Source : Gartner, janvier 2016)*

L'équipement en ordinateur ayant atteint des niveaux élevés, le marché est de plus en plus un marché de renouvellement or les entreprises ont tendance à allonger la durée de vie des matériels existants. L'arrivée de Windows 10 après avoir freiné le changement des matériels devrait provoquer, dans les prochaines années, des effets inverses. En effet, les entreprises après avoir constaté la stabilité et la fiabilité de la nouvelle interface de Microsoft, devrait effectuer des migrations avec à la clef une modernisation des machines. D'ici 2017, près de 40 % des entreprises devraient procéder à ces migrations en retenant de plus en plus des écrans tactiles. La « cloudisation » avec la suppression des unités centrales des postes de travail devrait également s'accélérer.

Les livraisons prévues sur le marché mondial des PC seraient de 287 millions d'unités en 2016, soit une baisse de 1 % sur un an. Une hausse de 4 % est néanmoins prévue pour 2017.

Ce sont les PC ultramobiles qui connaîtraient, sur ce créneau, la plus forte croissance. Les ordinateurs fixes sont en recul tant dans les entreprises que chez les particuliers. La solution portable s'impose au nom de la mobilité.

Sans surprise, le marché de la téléphonie glisse inexorablement vers les smartphones qui représenteront, fin 2016, 82 % des ventes de téléphones selon la société de conseil Gartner. La hausse serait de 12 % par rapport à 2015.

Les ventes de tablette qui avaient connu une forte expansion ces dernières années se stabilisent. Ce produit est soumis à des renouvellements moins rapides que les Smartphones. Ces derniers, en prenant de la taille, concurrencent de plus en plus les tablettes qui doivent également faire face au développement des ordinateurs ultraportables.

### « Ex-fan des sixties... », la démographie française à l'heure du papy-boom

Dans les années 60, les stars du rock décédaient de mort violente et peinaient à dépasser la 27<sup>ème</sup> année. Aujourd'hui, pour ceux qui avaient pu franchir la barre des 27 ans, une nouvelle barrière s'impose à eux, celle des 70 ans. Les tristes décès de David Bowie, de Gleen Frey (Eagles), de Lemmy (Motohead)... signifient que la population occidentale vieillit et que cela vaut aussi pour les stars.

Les derniers résultats de l'INSEE sur la population française traduisent bien que nous sommes entrés dans une mutation démographique de grande ampleur. Le solde naturel n'a été de 200 000 en 2015 et le solde migratoire de 47 000. En 2006, le solde naturel avait été supérieur à 300 000. Le solde migratoire est de son côté stable depuis trois ans et est plutôt en baisse sur longue période. Il était de 112 000 en 2006.

#### **Petite chute de la natalité**

En 2015, le nombre de naissances a été de 800 000 en retrait de 19 000 par rapport à 2014 (- 2,3 %). Depuis la fin du baby-boom, la natalité reste stable avec en moyenne 800 000 naissances par an. Un point bas a été atteint, en 1994, avec 741 000 nouveau-nés et un pic a été obtenu en 2010 avec 833 000 bébés. Le nombre de femmes en âge de procréer de 20 à 40 ans diminue régulièrement depuis 1995 : elles étaient 9,3 millions en 1995, 9,0 millions en 2000 et 8,5 millions en 2015. Ce processus devrait se poursuivre et donc provoquer à terme une baisse du nombre de naissances.

Le taux de fécondité est repassé légèrement en-dessous de 2. Il a été de 1,96 en 2015 contre 2,00 en 2014. Le remplacement des générations est obtenu avec un taux de fécondité de 2,1. Même si la baisse de la fécondité est faible, certains mettent en avant la situation économique dégradée pour l'expliquer. Par ailleurs, ce léger repli résulte également d'une moindre progression de la fécondité après 35



ans. L'âge moyen à la maternité poursuit sa hausse : il atteint 30,4 ans en 2015 contre 30,3 ans en 2014. Cette diminution de la fécondité des femmes de moins de 35 ans, était, jusque-là, plus que compensée par une fécondité en forte progression après 35 ans. Les femmes nées entre 1945 et 1960 ont eu en moyenne environ 2,1 enfants au cours de leur vie.

### **Quand les jeunes sont battus par les seniors**

Au 1<sup>er</sup> janvier 2016, la France comptait 16,564 millions de personnes de plus de 60 ans contre 16,396 millions de personnes de moins de 20 ans. C'est une rupture car jusqu'à 2015, il y avait plus de jeunes que de seniors. En 2014, la France comptait 16,28 millions de plus de 60 ans contre 16,359 millions de moins de 20 ans.

### **Les décès augmentent**

Du fait de l'arrivée de générations plus nombreuses à des âges élevées, le nombre de décès ne peut que s'accroître dans les prochaines années. En 2015, 600 000 personnes sont décédées en France en hausse de 7,3 % par rapport à 2014. Il s'agit du nombre le plus élevé enregistré depuis la Seconde Guerre Mondiale. Cette augmentation du nombre de décès au-delà de l'effet lié au vieillissement s'explique également par des facteurs épidémiologiques et climatiques. La grippe 2014/2015 a eu des effets plus importants du fait que le vaccin a été moins efficace et que le taux de vaccination a reculé. Par ailleurs, l'impact de la grippe est d'autant plus important que la population vieillit. Certains experts mettent l'accent sur une dégradation de notre système sanitaire avec des urgences saturées et une augmentation des déserts médicaux. La canicule de cet été aurait, par ailleurs, occasionné la mort de 2000 personnes.

### **L'espérance de vie recule à la naissance comme à 60 ans**

En 2015, l'espérance de vie à la naissance diminue de 0,3 an pour les hommes (78,9 ans) et de 0,4 an pour les femmes (85 ans). L'espérance de vie à 60 ans diminue également : en 2015, à cet âge, une femme peut espérer vivre encore en moyenne 27,3 ans contre 27,7 en 2014 et un homme 22,9 ans contre 23,1 en 2014.

De telles diminutions ont été enregistrées dans le passé mais de moindre ampleur. Sur longue période, elles ne remettent pas en cause la tendance de fond d'allongement de l'espérance de vie même si ce dernier pourrait être bien plus lent. Pour savoir si nous avons atteint un palier en matière d'espérance de vie, il nous faudra attendre quatre ou cinq années. Il est certain qu'avec une population plus âgée, la sensibilité à des facteurs climatiques et épidémiologiques est plus forte. De même, une dégradation de la qualité de notre système de prise en charge des malades et plus globalement des seniors a obligatoirement un impact comme nous avons pu le constater en Russie au moment de la chute du communisme, l'espérance de vie avait reculé alors de plusieurs années. L'ajustement était également une correction de statistiques qui avaient été volontairement faussées durant les dernières années du régime soviétique.



## AGENDA ECONOMIQUE DE LA SEMAINE

### Dimanche 24 janvier

Au **Japon**, il faudra suivre **la balance commerciale** du mois de décembre 2015. Au mois de novembre, les importations s'étaient contractées de plus de 10 % quand les exportations étaient en baisse de 3,3 %.

### Lundi 25 janvier

En **Allemagne**, seront publiés **les indices IFO relatifs au climat des affaires, à l'estimation courante et aux perspectives**. Ces indices devraient être stables voire en légère baisse par rapport à ceux du mois de décembre. En **Allemagne**, sera également publié **le rapport mensuel de la Bundesbank**.

En **Italie**, il faudra regarder **l'évolution des ventes de détail et des commandes industrielles** pour le mois de novembre. **La balance commerciale** du mois de décembre sera également rendue publique.

Aux **Etats-Unis**, il faudra regarder **l'indice manufacturier de la FED de Dallas**.

### Mardi 26 janvier

Aux **Etats-Unis**, seront publiés **l'indice Redbook** du mois de janvier et **l'indice des prix des maisons** du mois de novembre. Il faudra suivre **l'indice de confiance des consommateurs** pour le mois de janvier qui devrait être en légère hausse en janvier. Toujours aux **Etats-Unis**, il faudra regarder **les indices PMI de Markit « services » et « composite »** du mois de janvier. Sera également rendu public **l'indice manufacturier de la Fed de Richmond**.

Aux **Etats-Unis**, il faudra suivre mardi et mercredi la réunion **de la FED**

### Mercredi 27 janvier

En **Allemagne**, il faudra suivre **l'enquête sur la confiance des consommateurs de GfK**.

En **France**, sera publié **l'indice de confiance des consommateurs**. Il devrait être en très légère hausse. Sera rendu public **le nombre de demandeurs d'emploi** pour le mois de décembre.

En **Italie**, seront communiqués **l'indice de confiance des entreprises** et celui sur la confiance des consommateurs du mois de janvier.

Aux **Etats-Unis**, seront publiées **les ventes de maisons neuves** pour le mois de décembre. **Une déclaration de politique monétaire de la FED** est prévue.

Au **Japon**, seront divulgués **les résultats des ventes de détail** du mois de décembre.

### Jeudi 28 janvier

En **Espagne**, il faudra suivre **la publication de l'enquête sur le chômage** du dernier trimestre 2015. Seront communiquées **les ventes de détail** pour le mois de décembre.

Pour la **zone euro**, il faudra suivre **le sentiment des services et la confiance des consommateurs** pour le mois de janvier. Sera également publié **l'indice sur le climat des affaires et celui pour la confiance de l'industrie** toujours pour le mois de janvier. Ces différents indices devraient être orientés à la baisse.

En **Allemagne**, sera rendu public **l'indice des prix à la consommation** pour le mois de janvier. Les prix seraient en baisse de 0,8 % en janvier avec une hausse annuelle en hausse, 0,5 % contre 0,2 % en décembre.

En **France**, sera connu **le nombre de logements** construits en décembre.

Au **Royaume-Uni**, sera attendue **la publication du PIB du 4<sup>ème</sup> trimestre**. Le taux de croissance avait été de 0,4 % au 3<sup>ème</sup> trimestre avec une croissance annuelle en légère baisse à 2,1 %.

Aux **Etats-Unis**, il faudra suivre **les commandes de biens durables ainsi que les promesses de vente des maisons** pour le mois de décembre. Les commandes de biens durables seraient en recul confirmant le petit ralentissement de l'économie américaine.

Au **Japon**, seront communiqués **l'indice des prix à la consommation de Tokyo** pour le mois de janvier et **l'indice des prix national** du mois de décembre. **Le taux de chômage, et les dépenses totales des ménages ainsi que la production industrielle** du mois de décembre seront également publiés. Le taux de chômage resterait stable à 3,3 %. Les dépenses des ménages seraient toujours en recul.

### **Vendredi 29 janvier**

Au **Japon**, il faudra suivre **la déclaration de politique monétaire de la Banque centrale**. Toujours au **Japon**, sera également publié **le résultat des mises en chantier et les commandes de construction** du mois de décembre.

En **France**, sera attendue **la publication des résultats du PIB du 4<sup>ème</sup> trimestre 2015**. La croissance avait été de 0,3 % au troisième trimestre. Elle est attendue à 0,2 % pour le quatrième. Seront également communiquées **les dépenses de consommation des ménages** du mois de décembre.

En **Espagne**, sera rendu public **le résultat de la croissance** du dernier trimestre de l'année 2015.

En **Grèce**, seront publiés **les ventes de détail et l'indice des prix** du mois de novembre.

Pour la **zone euro**, sera communiqué **l'indice des prix à la consommation** du mois de janvier.

Aux **Etats-Unis**, il faudra suivre **les dépenses de consommation du 4<sup>ème</sup> trimestre 2015 et l'indice de confiance des consommateurs Reuters / Michigan** du mois de janvier.

La Lettre Economique est une publication de Lorello Ecodata

Comité de rédaction : Philippe Crevel, Sarah Le Gouez et Christopher Anderson  
Toute utilisation totale ou partielle des articles de la lettre doit fait l'objet d'une autorisation.

Sites Internet : [www.lorelo.fr](http://www.lorelo.fr)

#### Pour ton contact et correspondance

- Par téléphone : 06 03 84 70 36
- Par email : [phcrevel@lorelo.fr](mailto:phcrevel@lorelo.fr)
- Adresse : LORELLO ECODATA – 7, rue Falguière – 75015 Paris

Abonnement : à adresser à [phcrevel@lorelo.fr](mailto:phcrevel@lorelo.fr)

Je m'abonne à La Lettre Eco de Lorello Ecodata pour un an : 52 numéros de la lettre

Un lecteur : 750 euros TTC

De 2 à 10 lecteurs : 1 300 euros TTC

**Au-delà de 10 lecteurs contacter le service abonnement**

Pour garantir une mise en place rapide de votre abonnement, nous vous demandons de bien vouloir compléter l'ensemble des informations demandées.

#### Adresse de facturation

Nom -----  
Prénom -----  
Fonction: -----  
Organisme: -----  
Adresse: -----  
-----  
Code Postal -----Ville -----  
Pays  
Tél.: -----  
E-mail:-----

#### Mode de paiement

Chèque bancaire à l'ordre de : LORELLO ECODATA

Virement bancaire

SARL LORELLO ECODATA

IBAN : FR76 3000 4014 9700 0101 8683 627 / BIC : BNPAFRPPNIC